

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 06/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SARL CEPE DU HAUT LANGUEDOC

ZI de Courtine
330 rue du Mourellet
84000 AVIGNON

Références : UD34/H5/MT/2023/012
Code AIOT : 0006605604

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2022 dans l'établissement SARL CEPE DU HAUT LANGUEDOC implanté Les Amaysses - Le Mourel - Valbonne 34330 CAMBON ET SALVERGUES. L'inspection a été annoncée le 21/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CEPE DU HAUT LANGUEDOC
- Les Amaysses - Le Mourel - Valbonne 34330 CAMBON ET SALVERGUES
- Code AIOT : 0006605604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de puissance totale 29,9 MW se compose de 23 aérogénérateurs, et a été autorisé par permis de construire n°PC3404602H0001 du 24 juin 2002. Sa mise en service date du 20 septembre 2006. Il a fait l'objet d'un donné acte du 17 mars 2014 relatif au bénéfice de l'antériorité consécutivement à la soumission des parcs éoliens à la législation relative aux ICPE.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Prévention des risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- avec suites administratives :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
 - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- sans suite administrative.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Lettre de suite préfectorale	30 jours
7	Maîtrise des risques et Exercices d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.I
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.II
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.III et IV
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection sur le thème de la prise en compte des risques accidentels n'a pas révélé de non-conformité majeure. Cependant la traçabilité mise en place en ce qui concerne les formations du personnel, ainsi que la maintenance et la réalisation des tests de sécurité présente des insuffisances, qui pourraient être corrigées avec la mise en place des nouveaux outils de suivi GMAO.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.[...]
Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : La traçabilité de la réalisation des tests en lien avec la sécurité a été vérifiée lors de l'inspection, ainsi que de la dernière vérification des installations électriques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle bride de serrage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Le rapport de contrôle du 09/08/22 relatif au serrage des brides de l'éolienne H1 a été vérifié lors de l'inspection. Il n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.II
Thème(s) : Risques accidentels, analyse des rapports de contrôle des pâles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pâles et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.
Constats : Au vu d'un rapport de vérification pris par échantillonnage, il apparaît que l'exploitant procède au contrôle visuel des pâles selon les dispositions réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18.III et IV
Thème(s) : Risques accidentels, SIS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : La liste des SIS a été vérifiée lors de la visite. Ils font l'objet de vérifications périodiques, qui sont tracées dans le rapport annuel de vérification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Registre maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Un manuel d'entretien de l'installation est établi. Cependant, les modalités de réalisation du test de mis à l'arrêt depuis un régime de survitesse, selon les préconisations du constructeur, n'ont pas pu être présentées. Il est donc demandé à l'exploitant de les communiquer à la DREAL. Par ailleurs, l'application de GMAO (gestion de maintenance assistée par ordinateur) a récemment été mise en place pour le suivi des opérations d'entretien. Cet outil ayant été rendu opérationnel depuis peu de temps, le suivi des actions correctives n'y était pas encore enregistré au jour de l'inspection, l'exploitant utilisant un autre support de suivi (nommé « To do list HLA »). Il a été constaté que la traçabilité des opérations de maintenance n'était pas à jour sur ces supports (par exemple, l'intervention de remplacement du verrou de fermeture des capots, réalisée le 07/08/22 ne figurait pas dans le fichier « To do list HLA »). En conséquence, l'inspection estime que la traçabilité de la maintenance doit être améliorée. Le déploiement rapide des fonctionnalités de GMAO pourrait permettre de remédier à ces insuffisances.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés à la formation de glace
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.
Constats : Un protocole de gestion de la formation de givre est disponible, qui n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Maîtrise des risques et Exercices d'entraînement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant a présenté les enregistrements relatifs aux formations du personnel, notamment concernant l'application des fiches réflexes, ainsi que la réalisation des exercices d'entraînement. Une base de données des accidents/incidents est également tenue. L'exploitant indique qu'un registre de suivi a été récemment mis en place mais n'intègre pas les enregistrements des formations antérieures . Il est demandé à l'exploitant d'assurer sa mise à jour, rétroactive, afin d'assurer une meilleure traçabilité du maintien de la compétence du personnel, et des accidents/incidents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours